

**Pour un cessez-le-feu immédiat et permanent,  
STOP au massacre à Gaza et à la colonisation de la Cisjordanie !**

Confrontée à une intervention militaire brutale, cruelle et inhumaine, la bande de Gaza est plus que jamais un territoire invivable. Chaque jour, les massacres de masse et les bombardements gagnent en intensité, causant la mort de milliers de civils palestiniens innocents. **À ce jour, près de 29 000 personnes ont déjà perdu la vie dans l'enclave Palestinienne de Gaza**, dont une très grande majorité de femmes et d'enfants.

A ces chiffres effroyables, s'ajoutent les souffrances quotidiennes d'une population en proie au manque d'eau, à la famine, aux épidémies et à la destruction totale de tout système de santé.

Depuis le début de l'intervention militaire Israélienne, **plus de 85% des 2,3 millions de Gazaouis ont été déplacés, chassés de leur foyer et entassés comme du bétail dans des espaces limités.**

Dernièrement, c'est la Ville de Rafah, où sont réfugiées plus de 1,4 million de personnes, qui a été prise pour cible, bombardée massivement par l'armée Israélienne.

Dans le même temps, jamais autant de journalistes n'ont été tués durant une guerre.

**Face à cette situation humanitaire d'une extrême gravité, l'urgence à stopper les massacres et à agir pour un cessez-le-feu immédiat et permanent n'a jamais été aussi grande.** C'est d'ailleurs le sens de la décision historique de la Cour internationale de justice – plus haute juridiction des Nations unies – qui, saisie par l'Afrique du Sud, enjoint l'Etat d'Israël à prendre « toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide ».

La France, à travers l'inaction du Président de la République et du gouvernement, reste désespérément silencieuse et complaisante vis-à-vis du gouvernement Israélien. Pourtant, notre pays a la capacité de jouer un rôle important et ainsi œuvrer pour la paix.

Nous refusons le cynisme du gouvernement Français. **Nous partageons, collectivement, l'ambition que la paix doit être gagnée au Proche-Orient.**

Pour cela, **nous demandons :**

*-que la France mette toute son énergie pour contraindre le gouvernement d'extrême-droite Israélien à un cessez-le-feu immédiat et permanent. Dans le même sens, la France doit prendre l'initiative d'une résolution de l'ONU pour que la décision de la Cour internationale de justice soit pleinement respectée.*

*-que la France exige la libération des otages détenus par le Hamas et la libération des prisonniers politiques Palestiniens dont Marwan Barghouti.*

*-que la communauté internationale rétablisse d'urgence l'accès de l'aide humanitaire.*

*-que la France reprenne rapidement son aide financière à l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA).*

*-que la France suspende toute coopération militaire avec l'Etat d'Israël.*

*-que la France reconnaisse, à l'instar de l'Espagne, l'Etat de Palestine. Cette reconnaissance doit être le premier acte d'une solution politique ambitieuse à deux Etats sur la base des résolutions des Nations unies et dans le respect des frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale de l'Etat Palestinien.*

*-que la France intervienne de tout son poids pour obtenir la levée du blocus de la bande de Gaza ainsi que l'arrêt de la colonisation de la Cisjordanie.*

*-que l'Union Européenne suspende son accord d'association avec l'Etat Israélien.*

**Pour porter ses exigences, nous appelons les habitantes et les habitants du Pays d'Arles à se mobiliser dans le cadre d'un rassemblement pacifiste et citoyen le :**

**Dimanche 25 février 2024 à 15h au Kiosque à Musique d'Arles**

Ensemble, agissons pour un monde de paix !

**Signataires : FSU Arles ; Femmes Solidaires d'Arles ; Groupe d'Action Le Peuple insoumis arlésien ; La compagnie de l'ambre ; La France Insoumise ; Le Parti des Arlésien – Groupe des élu.e.s de l'opposition municipale ; Les Amis de l'Humanité du Pays d'Arles ; Paroles Indigo ; Section d'Arles de l'Association Républicaine des Anciens Combattants ; Section d'Arles de la Ligue des Droits de l'Homme ; Section d'Arles du Parti Communiste Français ; Section d'Arles du Parti Socialiste ; UFAL Familles Laïques d'Arles ; Union Locale CGT d'Arles.**